Point d'?

Décembre 2010 N° 48

EIRENE

BAT
Bourse à Travail

Editorial

Réconciliation au Rwanda


Photo: Aline Battiaz

Depuis 1994, le Rwanda traverse une période difficile de reconstruction nationale. Plus difficile que les précédentes périodes car le processus de construction est plus long et plus pénible que celui de la démolition, et que les Rwandais ne sont pas autorisés se comporter de la même façon et à commettre les mêmes erreurs qui les ont conduits à la tragédie des années 90: L'égoïsme, l'exclusion de l'autre sous n'importe quel prétexte, la sauvegarde des intérêts individuels et ethniques, l'oubli que nous sommes tous UN et l'absence d'un esprit citoyen-patriotique.

La réconciliation au Rwanda n'est pas seulement une affaire entre Hutu et Tutsi; c'est un processus qui implique aussi les dirigeant et les dirigés, l'enfant et ses parents, les voisins entre eux, les familles entre elles, les fidèles et leurs églises car, dans tous les cas, certains d'eux n'ont pas assumé leurs responsabilités envers les autres et ont trahi leurs compatriotes, leurs frères et sœurs.

A Butare, l'Association Modeste et Innocent (AMI) s'est jointe, depuis 2000, aux efforts conjugués d'hommes et ds femmes de bonne volonté afin de réparer le tissus social rwandais et contribuer à l'édification d'une paix durable, fondée sur une conscience nationale éveillée et convaincue que ce qui nous unit est plus important que ce nous divise et que nos ressemblances en tant humains priment sur nos différences.

Dans son travail au Sud du pays, l'AMI privilégie l'approche inclusive dans la promotion de la réconciliation au Rwanda et le dialogue sur ce qui a divisé le peuple rwandais. Dans ce processus, la vérité, la liberté et la volonté de tourner la page sont indispensables et constituent les fondements du processus.

Les avancés sont significatives dans les groupes travaillant avec l'AMI: Les Noyaux Générateurs d'unité et réconciliation sont créés et opérationnels; le processus de rapprochement entre les rescapés du génocide et les ex-détenus génocidaires a été lancé, encadré par les animateurs de l'AMI; la campagne Mémoire et Guérison, initiée un peu avant la commémoration du génocide, aide les Rwandais à se réunir comme une famille autour de la mémoire et la volonté de guérir ensemble.

Malgré les succès, les défis restent énormes: Le traumatisme quasi généralisé au Rwanda est un coup de frein qui ralentit toute tentative sans compter qu'il amplifie les conflits locaux. La culture du silence chez beaucoup de Rwandais, aggravée par la méfiance, est aussi un autre défi. Cela empêche la vérité de sortir sous une forme constructive. Enfin, la sauvegarde des intérêts individuels ou ethniques, qui profitent de l'ignorance de nombreux Rwandais pour les manipuler, rend notre lutte pour un Rwanda uni difficile mais également passionnante.

Dieudonné Munyankiko
www.ami-ubuntu.org

Sommaire

GVOM en Uruguay

C'est en 1986 que GVOM décide de marquer sa présence dans ce petit pays du sud durement éprouvé par la dictature civico-militaire de 1973-1984 (1 personne sur 5 est touchée de près ou de loin par la répression, torture, emprisonnement ou exil). Choisir des partenaires et soutenir des projets qui aident à renforcer le processus d'organisation démocratique et participative de la population oriente le travail de GVOM.



Photo: Rose-Marie Fournier

Les volontaires sur le terrain

Liliane Fazan (licenciée en histoire économique) s'insère dans le projet de fonds rotatifs de micro-projets sociaux et productifs, administré par le CLAEH (Centre Latino Américain d'Economie Humaine) et le CCU (Centre Coopératif Uruguayen) de 1986 à 1996.

Après la première victoire électorale du Frente Amplio (Front Elargi regroupant la gauche uruguayenne) pour la gestion municipale de la capitale Montevideo, *Daniel Caselli* (photographe), de retour après 10 ans d'exil en Suisse, développe à partir de 1991, pour une durée de 4 ans, un projet de documentation photos du processus de rénovation de logements précaires pour la diffusion inter-quartiers de l'expérience dans le cadre de la IMM (Municipalité de Montevideo).

Nicole Champion (assistante sociale) organise dès 1996 les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, d'abord dans le Barrio padre Cacho avec l'Organisation San Vicente, puis avec la Commission de Culture de la Zone 3 du barrio Goes (CCZ 3) de la Municipalité de Montevideo, et avec le groupe Aportes de EMAUS.

Une personne locale, **Valeria Caggiano** (assistante sociale) continue l'organisation du réseau d'échanges de savoirs de 2001 à 2003 avec l'appui de GVOM.

En 2002 puis en 2004, dans le cadre de missions courtes, un éducateur populaire et cinéaste salvadorien, **Noé Valladares**, organise des ateliers sur le travail audiovisuel participatif avec TV ciudad /canal de TV communautaire de la Municipalité de Montevideo, qui donnera naissance au projet ARBOL. Cette expérience du projet de vidéos communautaires ARBOL sera systématisée selon la méthodologie participative par **Ana Bickel**, éducatrice populaire, lors d'une mission courte réalisée en 2008. Ce processus de systématisation culminera par un échange sud/sud de 2 membres de ARBOL qui ont voyagé à El Salvador et transmis leurs expériences à une chaîne de TV communautaire et à 3 centres de production de vidéos communautaires.

Cornelia Holderegger (pédagogue sociale) s'insère dans le programme Enfance, Adolescence et Familles en situation de haute vulnérabilité sociale de EL ABROJO, et appuye le projet du bus itinérant et le programme socio-éducatif d'inclusion communautaire entre 2002 et 2006.

Beat Schmid (économiste) appuye, entre 2004 et 2005, l'Unité de Gestion de Projets de la Division des Relations Internationale et de Coopération de la IMM (Municipalité de Montevideo).

Elena Olivera (avocate et psychologue sociale) apporte son soutien entre 2003 et 2006 à SERPAJ (Servicio Paz y Justicia) sur les thèmes de la sensibilisation et éducation en droits humains. Puis entre 2007 et 2009, Elena appuie la Division de Développement Social de la IMF (Municipalité de Florida) en accompagnant les processus de groupes sociaux dans des petites localités rurales.

Julian Melian (historien) rejoint la FCEP (Fondation Centre d'Education Populaire) en 2005 pour 2 ans, à Las Piedras-Canelones. Parallèlement à un travail de terrain, il participe à la systématisation des expériences de la Fondation. Entre 2007 et 2009, Julian apporte son soutien à l'organisation scientifique de l'Archive de l'Impunité de SERPAJ (Servicio Paz y Justicia).

Frédéric Moulin (éducateur) s'engage dans l'Association TACURU pour la réinsertion laborale des jeunes, dans un quartier périférique de Montevideo. Il organise et anime des ateliers culturels et sportifs de 2005 à 2008.

Sophie Recordon (licenciée en Relation internationale) s'insère en 2007 pour une durée d'un an dans le programme socio-laboral de El ABROJO, et effectue l'appui et l'accompagnement de micro-entreprises.

Nicole Champion (assistante sociale) revient en Uruguay en 2009 pour appuyer un projet de la Secretarìa de la Mujer de la IMM (Municipalité de Montevideo) dans un quartier qu'elle connaît bien: Goes - Zone 3. Le projet, d'une durée d'un an, consiste à appuyer les organistions de femmes et renforcer les capacités d'entreprise des femmes de la Zone 3.

De retour en Uruguay en 2009, **Jorge Vicente** (psychologue social) participe au MIDES (Ministère du Développement Social): créé en 2005 par le premier Gouvernement national du Frente Amplio de l'histoire du pays, le Ministère développe un programme national de réinsertion au travail-Uruguay Trabaja-dans lequel s'insère Jorge, en appliquant la méthodologie de bilan de compétances.

Coordination locale et groupe GVOM Uruguay
A partir de 2004, un travail de Coordination GVOM en Uruguay commence formellement, assumé *par* **Liliane Fazan** jusqu'à fin 2010, afin de faciliter et d' accompagner le déroulement des missions des volontaires, faciliter la construction de liens avec les partenaires, prospecter et établir des collaborations avec de nouveaux partenaires, faciliter la communication entre les volontaires, les partenaires locaux, GVOM en Suisse, et ainsi de développer er renforcer le programme de GVOM dans ce pays.

Un espace important pour l'intégration des volontaires est celui des réunions périodiques du groupe GVOM en Uruguay. Constitué par les volontaires et leurs familles, certaines réunions comptent aussi avec la participation de responsables locaux de projets, d'anciens volontaires ou de personnes suisses de passage en Uruguay.
Le centre des discussions et la raison d'être fondamentale de ces réunions sont l'échange d'expériences, d'opinions, de ressentis des volontaires et leurs familles quant à leur processus d'intégration en Uruguay et dans leur projet respectif.

Une modalité originale d'appui: les échanges sud/nord
Dans le cadre d'un échange sud/nord entre Teatraktor-ArTpenteurs et l'équipe de théâtre uruguayen Trenes y Lunas sur le thème des droits politiques, sociaux et culturels, GVOM appuye en 2001 un stage de 2 mois à Montévideo d'une jeune étudiante en gestion d'affaires culturelles, Sophie Mayor.

En 2004, une sage femme uruguayenne, **Miriam Verges**, part en Suisse pour échanger des expériences et visiter des maisons de naissances et écoles de santé suisses.

En 2006, c'est **Marta Suanes,** une assistante sociale de El Abrojo (responsable du projet de Cornélia) qui présente à différentes institutions et écoles suisses les contenus et expériences méthodologiques de travail accumulé par El Abrojo sur le thème de l'enfance et adolescence en situation de haute vulnérabilité sociale.

Lucia Hornes, assistante sociale et Coordinatrice de l'Unité de Projets de la Division de Relations Internationales et de Coopération de la Municipalité de Montevideo (et responsable du projet de Beat), est en visite en Suisse en 2008, et présente les politiques et expériences de gestion municipale à différentes communes, municipalités et institutions suisses.

En 2009, c'est l'assistant social **Alejandro Lopez** qui part en tournée en Suisse. Il est Coordinateur du programme socio-laboral de TACURU (responsable du projet de Fred) et Directeur de la Division des Admissions de l'INAU (Institut National de l'Enfance). Il présente et échange ses expériences de travail avec les adolescents en situation d'exclusion avec de nombreuses institutions suisses.

Cette modalité d'échange est extêmement apréciée au sud car elle rompt l'historique relation nord/sud, et permet aux collègues ou responsables de projets de volontaires de présenter en Suisse des politiques et expériences du sud, développer des contacts avec des réseaux et organismes d'intérêts, consolider des actions de partenariat avec GVOM et sensibiliser l'opinion publique suisse.

Actuellement un civiliste sur le terrain
Le 27 septembre 2010 est arrivé à Montevideo le jeune civiliste suisse **Julien Nicolet** pour un stage à ARBOL (télévision participative, Municipalité de Montevideo). Cette mission permettra à ce jeune anthropologue d'effectuer 8 mois de service civil à l'étranger et d'apporter son appui technique aux groupes réalisateurs de vidéos communautaires de ARBOL..

L'Uruguay offre des conditions favorables (stabilité politique-second gouvernement du Frente Amplio de gauche, institutions solides et sérieueses, infrastructure adécuate, géographie-climat-culture sans exigence d'adaptation particulière) au déroulement de stages pour des jeunes suisses même sans expérience professionnelle. Pour beaucoup de jeunes, la possibilité de vivre une expérience de travail, intégration, apprentissage réciproque dans une réalité du sud permet souvent que des motivations naissent, des consciences critiques se construisent, des personnalités s'affirment, des ponts se créent.

Et surtout les expériences de travail accumulées au cours de ces nombreuses années de présence en Uruguay permettent de compter avec la confiance de tout un réseau d'ONG, Municipalités, Ministère motivés à continuer une relation de partenariat. Espérons que les atous qu'offre l'Uruguay pourront être mis à profit.

Liliane Fazan

EIRENE en Uruguay

Rosa Muzetti (infirmière) a fait partie de 1996 à 1999 de l'équipe de méthodologie de "Programme Apex" de l'Université de la République. Elle était chargée de l'organisation d'ateliers de prévention et promotion de la santé pour les femmes de la région du "Cerro". De 2002 à 2004, elle a effectué un travail similaire pour le "Movimiento Nacional Gustavo Volpe."


Nicole


Lucia


Jorge


Cornélia


Julien

Photos: Béatrice Faidutti Lueber


Alejandro

Photo: Rosemarie Fournier

Cheminer ensemble pour guérir ensemble

Dans le cadre de la visite en Suisse de représentants de l'Association Modeste et Innocent (AMI), organisation partenaire rwandaise qui œuvre pour une paix durable dans ce pays, Eirene Suisse a organisé, en collaboration avec la COTMEC et Caritas Genève, une conférence débat. Cet événement était dédié à Justin Kahamaile, ancien Président de Eirene disparu il y a un ans et très impliqué dans le mouvement en faveur de la réconciliation dans la région des Grands Lacs.

"Thérapie sociale: une méthode novatrice au service du mieux vivre ensemble au Rwanda", tel était le thème de la soirée débat à laquelle une cinquantaine de personnes, dont le représentant de l'Ambassadrice du Rwanda à Genève, a participé le 30 octobre dernier. Jean-Baptiste Bizimana, Coordinateur de l'AMI-Rwanda, Dieudonné Munyankiko, Coordinateur adjoint et Charles Rojzman, fondateur de la Thérapie sociale ont témoigné de l'expérience récente de l'utilisation par l'AMI de la Thérapie sociale à des fins thérapeutiques collectives dans un contexte émotionnellement chargé comme celui du Rwanda aujourd'hui.

Dieudonné Munyankiko a commencé par présenter l'AMI qui travaille depuis 2000 à la réconciliation et la reconstruction du tissu social au Rwanda et dont la mission est de promouvoir l'Ubuntu, "ce qui fait homme, c'est à dire être bon et être don". "C'est ce qui a manqué dans l'histoire rwandaise et qui a mené au génocide", explique M. Munyankiko qui poursuit "les Rwandais ont tout perdu, ils ont tout détruit, ils doivent tout reconstruire". L'AMI mène de nombreuses actions autour de la détraumatisation et de la promotion de l'éducation citoyenne.

Un contexte complexe

M. Munyankiko a ensuite dressé un portrait du contexte actuel complexe du Rwanda. Celui-ci est prédominé par les conséquences du génocide: la peur de l'extermination est toujours présente et on observe régulièrement des signes d'idéologie de division fondés sur l'ethnie; il est très difficile pour les victimes de vivre côte à côte avec les bourreaux: il est très difficile pour chaque partie de comprendre la souffrance de l'autre; les niveaux de confiance et de tolérance sont très bas. A certaines périodes, comme lors du deuil national- période de commémoration du génocide -, les niveaux de solidarité et de convivialité chutent dramatiquement. A ce tableau il convient d'ajouter les inégalités économiques entre les villes et les campagnes, la pauvreté, l'isolement des anciens prisonniers et celui des rescapés qui sont autant de sources potentielles de conflits.

Pour M. Munyankiko, le Rwanda souffre d'un manque d'esprit de citoyenneté: "Il est nécessaire de créer au Rwanda une attitude personnelle démocratique de conflit sans violence". Il est important que les Rwandais développent cet esprit, un processus long mais indispensable. L'AMI y travaille en développant le thème de la "Bonne puissance" propre à l'Ubuntu et celui de l'inclusion. Avec l'appui d'Eirene Suisse, l'AMI a élargi sa palette d'outils en introduisant la pratique de la thérapie sociale. Une première série de 3 sessions de formation auxquelles 25 personnes ont participé, a été donnée par Charles Rojzman et Alain Schwaar en 2009.


Photo: Béatrice Faidutti Lueber

Admettre les conflits pour en diguer la violence

"Ce qui se passe au Rwanda", lance M.Rojzman, spécialiste de la prévention des violences collectives, "n'est pas spécifique au Rwanda: ce qui empêche la vie démocratique, ce sont les préjugés, les peurs, les haines, les passions individuelles et collectives". Selon M. Rojzman si les conflits sont inévitables et font partie de notre vie, ils ne doivent pas pour autant inéluctablement conduire à la violence. La violence repose sur des représentations négatives de l'autre perçu comme dangereux, irréformable, responsable de nos malheurs. Elle est partout mais prend des formes différentes et subtiles. Pour lui, il existe quatre formes de violence que l'on retrouve partout dans le monde tant au niveau individuel et que collectif: la maltraitance, l'humiliation, l'abandon/indifférence et la culpabilisation/victimisation.
L'être humain dispose d'autant de capacité à aimer qu'à haïr. Ce qui va faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre c'est l'environnement. Si l'environnement crée des liens entre personnes, s'il est propice au développement d'un sentiment de confiance et de solidarité, le niveau de violence diminue. Si au contraire l'environnement externe est difficile, l'inverse se produit: la méfiance se développe, le sentiment d'insécurité augmente, la peur s'installe et le danger apparaît.

En thérapie sociale, il faut partir du besoin des gens et découvrir leur intérêt à entrer dans ce processus thérapeutique. On les amène à exprimer leurs peurs les uns des autres, à exprimer leur souffrance concrète, la violence qu'il ont subie. Lorsqu'ils ont bien parlé de leur souffrance, ils sont alors prêts à parler de leurs actes et de la violence dont eux-mêmes sont responsables. En acceptant leur part d'ombre ils ouvrent la porte à leur

capacité de changement. Cette évolution permet aux gens de dialoguer et de développer une intelligente collective pour trouver ensemble des solutions aux problèmes.

La thérapie sociale pour revivre ensemble

Dans le cadre du Rwanda il s'agit d'aider les victimes, les familles des victimes et les ex-prisonniers à soulager leur souffrance. Il est indispensable de créer des espaces qui permettent d'exprimer la souffrance. C'est d'autant plus indispensable que ce pays a une culture du silence. La thérapie sociale qui crée un cadre pour stimuler des transformations chez des gens qui, d'ordinaire, ne veulent pas se rencontrer et encore moins dialoguer semble être un outil particulièrement adapté pour répondre à ce manque. "On fait un travail qui les amène à avoir une relation plus intime et à se reconnaître comme ennemis, mais également parce qu'ils partagent une histoire commune, des liens, communs, une souffrance communes, comme êtres humains."

"Au Rwanda, explique Jean-Baptiste Bizimana, la vie n'est tout simplement pas possible sans les autres". Mais comment faire lorsque l'autre est une personne dont vous avez été la victime et qui vient d'être libérée car elle a avoué ses crimes? La population rescapée n'est pas préparée à cette confrontation. C'est pourquoi l'AMI a décidé d'utiliser la méthode de la thérapie sociale pour combler le fossé entre victimes du génocide et les anciens génocidaires, et les aider à vivre ensemble. Cette méthode est également utilisée pour faciliter le processus de restitution des biens par les ex-prisonniers à leurs victimes ou lors de la préparation à la commémoration du génocide, période particulièrement douloureuse, tendue et éprouvante.

Concrètement l'AMI procède en plusieurs étapes. Tout d'abord une sensibilisation séparée des victimes et des ex-prisonniers au fait qu'ils sont les artisans de leurs futurs. Puis l'AMI collecte les préjugés que chacun des groupes a vis-à-vis de l'autre. Ces listes de préjugés sont ensuite échangées entre les groupes à qui l'on demande de débattre. On demande enfin à chacun des groupe s'il est prêt à rencontrer l'autre pour discuter de vrais problèmes plutôt que de préjugés. Si tel est le cas, une rencontre mixte est organisée avec toute la prudence et toute la vigilance requises. La création de ces espaces protégés permet petit à petit de dépasser les problèmes pour construire des solutions collectivement.

Si l'AMI n'est pas la seule entité à mener des actions de rapprochement entre les citoyens rwandais, l'expérience qu'elle mène est unique au niveau de l'approche et de la méthode. Par ailleurs, dans la zone d'intervention de l'AMI, on a pu observer une augmentation du niveau de confiance identifiable, par exemple, à des demandes de pardon sincères et des octroi de pardons sincères également.

L'expérience de l'AMI présentée lors de ce débat a rencontré un vif intérêt auprès du public et notamment auprès des Rwandais présents dans la salle qui ont exprimé le souhait que l'expérience soit élargie. Souhait qui rejoint la volonté de l'AMI et d'Eirene de renforcer l'approche.

B. Faidutti Lueber

www.institut-charlesrojzman.com

Invitation

Les Groupes Pays et le Groupe recherche de fonds

La création des Groupes pays répond à une triple nécessité: Assurer et renforcer un lien de proximité entre les membres et sympathisants de notre association autour de projets sur le terrain; offrir à ces personnes un espace de mobilisation et de participation au processus de décision; garantir aux problématiques liées à nos activités sur le terrain un forum adéquat - en disponibilité et en temps - ouvert à toute personne intéressée.

3 «groupes pays» viennent ainsi de se constituer: le groupe Haïti, le groupe Grands lacs et le groupe Amérique centrale. Surtout n'hésitez pas à rejoindre l'un ou l'autre. Nous avons besoin de vous.

Des réunions de ces groupes seront organisées tous les 2 ou 3 mois. Elles seront l'occasion de témoignages de volontaires de retour du terrain, de rapport de voyage des coordinateurs, d'échange d'informations avec des représentants d'organisations avec lesquelles nous collaborons et, lorsque cela sera possible, de discussion en directe avec les volontaires/stagiaires.

Les dates des réunions seront transmises par voie des infolettres qui sont envoyées à toute personnes intéressée. Pour plus d'information: **info@eirenesuisse.ch**

Un groupe recherche de fonds a également été mis sur pied. Je vous laisse deviner son objectif... Il est ouvert à tous ceux désireux d'aider Eirene Suisse à se consolider financièrement.

Béatrice Faidutti Lueber

Haïti

Pensées entremêlées ....

Edith Kolo Favoreu, Responsable des projets en Haïti, s'est rendue en Haïti au cours du mois d'octobre. En transit lors de son voyage de retour, poussée par la nécessité de coucher sur le papier ce qu'elle venait de voir et surtout ce qu'elle avait ressenti, elle a rédigé le texte que vous découvrirez ci-dessous.



Photo: Gilbert Bavaud

(...) Deuxième séjour en Haïti, deuxième seulement mais déjà cette sensation de comprendre de moins en moins un pays que j'aime de plus en plus. Je reviens personnellement enrichie mais si troublée; émotionnellement touchée mais profondément perturbée; intellectuellement nourrie et pourtant si confuse et circonspecte; professionnellement renforcée dans mes convictions tout en étant éminemment perplexe et critique.

Haïti 9 mois après le séisme

Neuf mois après le séisme, et 4 mois depuis ma première découverte d'Haiti, tout au moins d'une parcelle de Port-au-Prince et d'un ilot de l'Artibonite et du Cap Haïtien, rien ne semble avoir fondamentalement changé même si beaucoup de choses ne sont plus les mêmes.

L'aéroport s'est "civilisé", pacifié, défait, peut être seulement temporairement, des avions militaires et des tentes de l'armée américaine. Il y a moins de gravats, moins de voiture d'ONG, plus d'affiche politique... à l'œil nu, ce sont les seuls changements que je relève, vision partielle certes, mais vision panoramique d'une capitale qui n'en finit de s'ancrer dans un marasme pervers, une insoutenable pesanteur, écrasée sous le poids des pierres, des morts d'hier et des survivants d'aujourd'hui. Survivre, tel semble être le souffle communément partagé.Vital, il permet la dignité de tout un chacun, au delà de la souffrance, du deuil, parfois de l'absence de la possibilité de deuil, de la vie dans les camps.

A la guerre des chiffres d'il y a 4 mois, s'est substitué le vertige des chiffres. 1 millions 500 personnes sont dans les camps, 30 % d'entre eux, ce qui représente la moitié des personnes, sont gérés par des ONG. Les autres sont autonomes, abandonnés... L'aide persiste, mettant sous perfusion des individus, souvent victimes d'une souffrance multiforme mais parfois aussi opportunistes d'une réalité sans opportunité réelle. L'aide sélectionne, seuls ceux étant dans les camps accédent à la distribution de nourriture et aux soins... Les enfants des rues, à qui on a pris d'assaut leur espace de vie, ne peuvent recourir à cette assistance alors même que leur territoire n'est plus leur. Les personnes qui ont choisi de rester près de leur maison, se privent alors d'un accès à une aide localisée, territorialisée. Les camps deviennent des communautés, au sein desquelles des droits et des devoirs se substituent à une situation nationale en déliquescence de normes, ou plus exactement de leur application tout autant que de leur respect. Pourtant, ce sont aussi des zones de non droits ou la violence et les violences sexuelles reflètent un quotidien d'abandon. Les victimes réfugiées en province sont parmi les grands oubliés, indénombrables, en migration permanente... Ils dénoncent souvent l'absence d'aide et mettent en place des stratégies favorisant une migration interne. Ces nomades du désespoir, pourtant toujours en quête d'un espoir du plus et du mieux, éclatent leurs familles et transitent de leur province ressourçante vers une capitale encore et malgré tout synonyme de potentialités.

Et l'Etat?

Si l'Etat semble ne pas exister, l'Etat n'en finit d'exister. Par sa politique du statu quo, son inaction et sa répression, l'Etat est omniprésent. Par contre, l'Etat démocratique n'existe pas, qui plus est l'Etat Nation Démocratique, qui n'est aux yeux d'une profane que je suis, qu'un idéal type sans aucune réalité effective. Où est la vision nationale, l'identité, le projet unitaire haïtien? Alors même que pour le regard extérieur, Haïti regorge d'une fierté indéniable et de potentialités innombrables.

Les intellectuels haïtiens parlent,

écrivent, dénoncent, proposent. Leurs paroles et leurs écrits raisonnent comme autant de vérités, pourtant a priori inaudibles pour une certaine élite politique, pour une certaine communauté internationale démesurément intéressée, pour une certaine tranche de la population en quête d'identité…
Et pourtant, complexité, paradoxes, délicatesses raisonnent dans ma tête tout autant que dans les bouches des acteurs, des praticiens, des chercheurs. Rien n'est si simple ….entre une communauté internationale outrageusement présente, à travers la MINUSTHA, les ONG, les OI, …les puissances occidentales certes, mais aussi les pays du Sud et notamment de la CARICOM… entre ses potentielles motivations, politiques, géostratégiques, pour des ressources naturelles dont l'existence controversée n'en favorise pas moins un attrait incontesté. Entre une aide reconnue comme éminemment utile les premiers jours, défaillante aujourd' hui dans les camps, tutélaire et à contre courant d'un développement durable, favorisant une économie perverse corrélée à une hausse vertigineuse des prix… Mais que fallait-il faire différemment? Aurait-ce était pire? Mieux? Il semble plus que jamais nécessaire d'évaluer et de prendre des mesures en conséquence.

Un Etat haïtien défaillant, invisible et pourtant omniprésent, incapable d'assurer un processus démocratique en dépit des élections à venir proposant 19 candidats. Alors que la démocratie semble n'être qu'un masque, une mascarade orchestrée, théâtre de tous les absurdes, la situation paraît satisfaire le monde international, poussé d'un idéal démocratique, tout autant que les nationaux conduits à l'insurrection au nom de ce même idéal. La démocratie mensongère ne semble être en réalité qu'une désignation déguisée. Puissions nous nous tromper et être désavoués dans nos pronostics.

Quelles réactions?
Mais, paradoxe encore, l'insurrection perceptible dans les propos subversifs, durs et assurément non complaisants ne conduit pas à un soulèvement populaire. Pourquoi? L'absence de leader, de mises en réseau semble ancrer le pays dans un nouveau statu quo, nouveau mais en continuité et conformité avec celui du passé. Et pourtant, les Haïtiens font, se battent et luttent. Au niveau local on assiste à une re-territorialisation des activités, à une réappropriation des espaces, à une motivation de la conscience et de l'action collective. L'espoir est là, encore vivant, envers et contre tout, on l'espère envers contre tous, par tous et pour tous.

Ainsi, tous les extrêmes cohabitent dans un schéma où le consensus peine à poindre. La résignation est patente. L'action et la conviction du potentiel de changement est également indéniable. La psychose collective corrélée à une crise identitaire aigüe est perceptible. La force de vie, la compétence et l'engagement sont de plus en plus visibles, de moins en moins isolés…, et, je le souhaite, effectivement porteurs.
Que comprendre de cette complexité déroutante, de cette foi à la fois aliénante tout autant que vecteur de ferveur, de force et d'espoir? Que penser de l'aide internationale, utile dans les premiers temps, en partie inadaptée aujourd'hui, et qui risque de déstructurer une société entière, déjà si fragile, demain et après demain? L'erreur ne serait-elle pas préférable au statu quo? L'hypocrisie de l'aide ne pourrait elle pas se métamorphoser en une aide réflexive, où la pensée critique préside à l'action concertée, ancrée dans la réalité, en appui des potentialités locales?

Mon amie Claire-Lise Zaugg a dit un jour que, plus elle va en Haïti et moins elle comprend, tout se complexifiant et se chevauchant… Je la rejoins, à mon grand désarrois…, mais je suis ravie que de nombreux Haïtiens et Haïtiennes veuillent donner leur vision d'Haïti, Haïti d'hier, entre fierté et tutelle, Haïti d'aujourd'hui, entre reconstruction et refondation, Haïti de demain, entre craintes et espoirs.

Plus que jamais, les Haïtiens doivent construisent leur Haïti. Mais tout comme la démocratie, cette construction endogène doit être réelle, à mon humble avis motivée seulement par l'empowement et le développement local endogène, un développement approprié basé sur une logique locale, raisonnée et libre.

Edith Kolo Favoreu

Départs

Pascal et Isabelle

Spécialiste en environnement, avec une solide expérience pratique de planification territoriale, d'études d'impact, d'aménagement du territoire et de gestion des déchets, Pascal part en janvier 2011 rejoindre l'équipe de FADCANIC, sur la Côte atlantique du Nicaragua. FADCANIC s'attache à promouvoir la paix et les droits humains dans un contexte délicat de multiethnisme et de plurilinguisme qui caractérise cette région largement isolée du reste du pays. La mission de Pascal, qui va travailler à la promotion d'une agroforesterie durable et appuyer les communautés locales à la préservation de leur environnement, s'inscrit dans ce cadre. Isabelle, éducatrice et enseignante spécialisée, l'accompagne.

Bastien

effectue un stage de 6 mois en Haïti, dès le début de l'année 2011, auprès des jeunes en formation de deux établissements: l'Ecole Normale de Liancourt et l'Ecole Professionnelle de Désarmes. Il apporte un nouveau volet à la prise en charge des étudiants assurée par les organisations GASA et APPEL. Il met sur pied des groupes de parole et d'échange pour permettre aux participants d'exprimer leurs préoccupations par des créations artistiques, théâtrales ou musicales.

Lucas

informaticien suisso-colombien part effectuer son service civil au sein de l'Ecole des Soeurs de l'Assomption de Birambo (ESAB) au Rwanda. Cette école d'informatique pour filles a été créée par les Soeurs de l'Assomption en 2000 pour pallier le manque de perspectives pour les jeunes filles en milieu rural. Lucas va épauler l'équipe locale d'informaticiens pour les cours de programmation et de maintenance. Cette affectation fait suite à celles de Stefano Pennese en 2009 et de Philippe Clavien en 2010.

Anniversaire

BAT La Bourse à Travail, 25 ans déjà

La Bourse à Travail (BAT) a fêté ses 25 ans fin novembre, qui a rassemblé une bonne centaine de personnes à Lausanne: Usagères d'hier et d'aujourd'hui, membres du comités, bénévoles, sympathisants, musiciens ainsi qu'une ribambelle d'enfants ont partagé des plats d'une multitude de pays.

BAT a été créée en 1985 par GVOM: Il s'agissait alors de développer en Suisse, à Lausanne, un pendant solidaire à l'engagement de GVOM dans les pays du Sud; et de s'occuper en Suisse de ceux qui étaient de sans emploi - on était à l'époque en pleine crise économique-. Au cours de ces premières années, BAT a donc axé son travail sur le placement de personnes, suisses et étrangères, en situation de chômage

Avec le temps, BAT s'est peu à peu transformée en pôle de formation pour s'adapter aux demandes qui lui étaient adressées. Aujourd'hui, les personnes qui se tournent vers BAT sont avant tout personnes étrangères que BAT appuie dans leur travail d'intégration professionnelle, sociale et culturelle. Toute une palette de cours leur est proposée au cours de l'année, qui tente de répondre aux envies de ces personnes, mais également aux besoins du tissu socio-économique local.

La Bourse à Travail fonctionne grâce à l'engagement d'une vingtaine de bénévoles qui donnent de leur temps et partagent leurs compétences, parfois depuis fort longtemps, avec les usagers et usagères.

Victime de son succès, la Bourse à Travail ne peut actuellement répondre à toutes les demandes et des listes d'attente ont du être établies pour certains cours. L'appartement de la rue Curtat devient chaque jour plus exigu et des locaux plus spacieux, et plus adaptés à la diversité des cours seraient certainement les bienvenus.

«Idéalement», résume Pascale Kohli, la coordinatrice de la Bourse à Travail, «on aimerait que la situation soit telle qu'on ait plus besoin de l'organisation... Mais étant donné la réalité, il est nécessaire que BAT poursuive son travail».

Sur la base d'un entretien avec P. Kohli
www.bourseatravail.ch



Bd Pont d'Arve 16 - 1205 Genève
Tél: 022 321 85 56
Béatrice Faidutti Lueber
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse - La Chaux-de-Fonds 23-5046-2



Bourse A Travail
Rue Curtat 6 - 1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15
www.bourseatravail.ch
Fax: 021 311 29 11
bat.pv@freesurf.ch - CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres de l'Association EIRENE Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé à ce numéro: **Textes**: L. Fazan, P. Kohli, D. Munyankiko, E. Kolo Favoreu, D. Pellegrini, J. Strobel, R. Fournier
Photos: A. Battiaz, B. Faidutti Lueber, R. Fournier, G. Bavaud
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch